

COUR D'APPEL DE CAEN

DEMANDE DE RÉINSCRIPTION POUR UNE DURÉE DE 5 ANS

() en fin de période probatoire triennale
() en fin de période quinquennale de réinscription

**sur la liste des experts judiciaires
dressée par la cour d'appel de Caen**

(hors experts et traducteurs interprètes)

Avertissement

L'inscription sur la liste des experts d'une cour d'appel emporte l'engagement de respecter des obligations déontologiques et statutaires de formation et de rendre compte, s'accompagnant de l'obtention d'un titre protégé par la loi, celui d'«expert près la cour d'appel», dont chaque expert a la responsabilité de veiller à sa conservation, délivré par l'assemblée générale des magistrats du siège de la cour d'appel, autorité de régulation régionale de l'activité judiciaire, dont la confiance, accordée au vu de la justification par la.le candidat.e de son honorabilité et d'une compétence particulière dans un ou des domaines de spécialité, ne doit être ni surprise ni déçue.

Il n'entre pas dans la mission de l'expert de «rendre service», ce qui serait contraire à son obligation d'indépendance. Par l'exécution ponctuelle des missions qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire, il participe, sous le contrôle de celle-ci, à la réalisation des objectifs d'accessibilité, d'efficacité, de simplicité et de proximité qui sont ceux du service public de la justice, avec les contraintes d'objectivité, d'indépendance, d'impartialité, de diligence, de loyauté et de confidentialité qui s'y attachent.

*adresser ce document une fois rempli et signé,
accompagné des pièces justificatives demandées
avant le 1^{er} mars (en vue d'une réinscription à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante)
au procureur de la République près le tribunal judiciaire
**dans le ressort duquel la.le candidat.e
a son activité principale
ou à défaut d'activité, sa résidence***

ATTENTION, tout dossier insuffisamment ou inexactement complété ou non accompagné de la totalité des pièces justificatives nécessaires donnera lieu au rejet de la candidature concernée ; utiliser exclusivement ce document, sans aucune reproduction, conversion ni modification.

Si vous rencontrez des difficultés pour y entrer vos données, enregistrer le fichier sur votre PC avant de le compléter puis l'enregistrer et de l'imprimer pour déposer votre demande auprès du procureur de la République territorialement compétent, soit par courrier, soit par remise au service compétent.

Vous voudrez bien noter qu'il est inutile de prendre contact avec les services de la cour d'appel pour connaître la suite réservée à votre demande. En effet, après instruction de celle-ci par le parquet compétent, elle sera transmise au mois de septembre à la cour d'appel qui vous avisera de sa prise en compte et vous informera entre le 15 novembre et le 15 décembre de la décision qui aura été prise sur votre candidature. Il ne sera donné aucune suite aux démarches ne respectant pas ce qui découle de cette information expresse.

I - IDENTITÉ DE LA/DU CANDIDAT.E

Nom et prénom(s) : *(nom de naissance, le cas échéant suivi du nom d'épouse en précisant sous quel nom vous souhaitez figurer sur la liste)*

Âge : **ATTENTION** *une personne ne peut être réinscrite sur la liste si elle a atteint ou doit atteindre l'âge de 70 ans au 1^{er} janvier de l'année suivant le dépôt de sa demande de réinscription :*

Adresse personnelle et n° de téléphone :

Ces renseignements peuvent-ils être mentionnés sur la liste :

OUI / NON *(rayer la mention inutile)*

Adresse professionnelle et n° de téléphone : *(joindre tout justificatif utile du lieu d'exercice de votre activité principale)*

Adresse mail (champ à renseigner obligatoirement) :

Mentionner ci-après tout changement intervenu dans votre situation personnelle et/ou professionnelle depuis votre dernière demande d'inscription ou de réinscription :

II - SPÉCIALITÉ(S) DANS (LA)(LES)QUELLE(S) VOUS DEMANDEZ VOTRE RÉINSCRIPTION *[se reporter à la nouvelle liste ci-jointe des rubriques et sous-rubriques d'inscription, fixée par arrêté ministériel du 22 août 2022, à laquelle il ne peut être dérogé : vous devez en conséquence demander votre réinscription dans (la) (les) (sous-)rubriques de cette nomenclature qui vous paraissent correspondre au(x) domaine(s) de spécialité(s) au titre (du)(des)quel(s) vous êtes actuellement inscrit(e) par référence à l'ancienne nomenclature d'inscription, en veillant à ne pas confondre cette transposition avec une demande d'extension d'inscription]*

Je demande ma réinscription dans (la) (les) (sous-)rubrique(s)

(rayer cette mention si elle est inutile) **et souhaite une extension de mon inscription dans (la)(les) (sous-)rubrique(s)** *préciser (la)(les) (sous-)rubrique(s) dans (la)(les)quelle(s) l'extension est sollicitée*

III - ÉVALUATION DES COMPÉTENCES

Joindre tout document permettant d'évaluer :

1 - l'expérience acquise

- tant dans (votre)(vos) domaine(s) de compétence
- que dans la pratique de votre fonction d'expert

depuis votre [(dernière) (ré-)]inscription + observations complémentaires éventuelles

2 - la connaissance acquise par vous, au cours de votre (dernière) période (d')(de) (ré-)]inscription,

- des principes directeurs du procès
- et des règles de procédures applicables aux mesures d'instruction confiées à un technicien

ainsi que les formations suivies dans ces domaines + observations complémentaires éventuelles

IV - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION

IMPERATIF, à peine de vous exposer au rejet de votre demande :
JOINDRE LES COPIES DES COMPTES-RENDUS ANNUELS D'ACTIVITÉ que vous avez déposés pour chacune des années de votre dernière période d'inscription (sauf l'année en cours à la date d'établissement de la présente demande)

êtes-vous devenu.e, depuis votre (dernière) (ré-)]inscription, **parent.e ou allié.e de magistrat, avocat ou officier ministériel?**

OUI / NON (*razer la mention inutile*)

si **OUI**, préciser :

exercez-vous, depuis votre (dernière) (ré-)]inscription, des **fonctions auprès d'un conseil de prud'hommes ou d'un tribunal de commerce ?**

OUI / NON (*razer la mention inutile*)

si **OUI**, le(s)quel(s) :

V - QUESTIONNAIRE SUR L'INDÉPENDANCE ET LA PRÉVENTION DU RISQUE DE CONFLIT D'INTÉRÊTS ENTRE DES MISSIONS D'EXPERTISE JUDICIAIRE ET DES LIENS AVEC (UNE)(DES) SOCIÉTÉ(S) ET/OU COMPAGNIES D'ASSURANCES

Préciser quelle(s) (est)(sont) (la)(les) compagnie(s) ou société(s) d'assurance(s) garantissant votre responsabilité civile professionnelle et/ou votre exercice (expertal) (de conseil):

Exercez-vous une partie de votre activité à la demande d'une ou plusieurs société(s) d'assurance ?

OUI / NON (*razer la mention inutile*)

Si **OUI** :

1) dans quel(s) domaine(s) (*appréciation de préjudices matériels, économiques et/ou financiers, réparation de dommages corporels, responsabilité de professionnels, vices de construction ou vices cachés...*)?

2) êtes-vous lié.e avec une/des sociétés d'assurance par un contrat prévoyant votre intervention régulière comme expert à ses/leurs côtés ? **OUI / NON**
[apporter toute(s) précision(s) utile(s)]

3) préciser le nom de(s) (la) (chacune des) compagnie(s) et/ou société(s) d'assurance à la demande d(e)(s)(la)quelle(s) vous êtes intervenu.e au cours de votre dernière période (d')(de ré)inscription :

4) préciser en complétant le tableau ci-après quelle est la part de votre activité totale exercée à la demande de (cette)(ces) société(s) et/ou compagnie(s) d'assurance au cours de votre dernière période d'inscription :

répartition :	entre :					
	missions confiées par une juridiction		missions confiées par une compagnie ou société d'assurance		autres missions expertales et/ou d'assistance expertale	
des missions traitées (en nombre de missions)	année n-4		année n-4		année n-4	
	année n-3		année n-3		année n-3	
	année n-2		année n-2		année n-2	
	année n-1		année n-1		année n-1	
	total		total		total	
du (chiffre d'affaires) (revenu de l'activité) [expertal(e)] [et/ou de conseil] (en pourcentage approximatif)	année n-4		année n-4		année n-4	
	année n-3		année n-3		année n-3	
	année n-2		année n-2		année n-2	
	année n-1		année n-1		année n-1	
	soit en moyenne par an :		soit en moyenne par an :		soit en moyenne par an :	

(*) les renseignements fournis en réponse à ce § V constituent des données publiques susceptibles d'être communiquées, sur leur demande, aux parties et à leurs avocats

VI - DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) *mentionner IMPÉRATIVEMENT le prénom et le nom de la du du candidat.e*

certifie sur l'honneur l'exactitude des indications fournies ci-dessus.

J'affirme n'avoir été depuis ma précédente inscription ni l'auteur.e de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, ni l'auteur.e de faits ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, de révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.

Je n'ai pas été frappé.e de faillite personnelle ou d'une autre sanction, en application du titre II du livre VI du code de commerce.

Je m'engage à faire connaître sans délai et par écrit au :

**Service régional de coordination des collaborateurs de justice
de la cour d'appel de Caen (SERCOJ)
Mission contrôle des experts**

Place Gambetta CS 35015 14050 Caen cedex 4
téléphone : 02 31 30 81 02 / télécopie : 02 31 30 70 50
messagerie: experts.ca-caen@justice.fr

les changements qui interviendraient dans ma situation ou apporteraient une modification aux renseignements ci-dessus fournis.

Détent.rice.eur de l'adresse électronique ci-dessus mentionnée, **j'accepte d'y recevoir des courriers par ce mode de transmission et je reconnais comme réceptionnée chacune des transmissions qui m'y sera adressée par messagerie électronique.**

Je déclare expressément avoir connaissance que **l'inscription sur la liste des experts présentant un caractère temporaire**, je devrai **solliciter ma réinscription sur la liste des experts** pour une nouvelle période de cinq années, **avant le 1er mars de la dernière année de validité de mon inscription**, en en faisant la demande auprès du procureur de la République près le tribunal judiciaire dans le ressort duquel j'aurai mon activité principale ou, à défaut d'activité, ma résidence, à défaut de quoi, je perdrai automatiquement le bénéfice de mon inscription au 31 décembre de la dernière année de ma période quinquennale d'inscription.

Fait a

Le

signature de la du candidat.e